



Echo-Développement

La Lettre de liaison des agents de développement de l'Océan Indien



N° 29 - Mars 2003

OCEAN INDIEN

Commerce équitable

Certification internationale de la Fairtrade Labelling Organization

800.000 familles de cultivateurs et d'ouvriers d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine bénéficient de la certification internationale ISO 65, propre au commerce équitable. L'initiative de ce label revient à la Fairtrade Labelling Organization (FLO), dont le secrétariat est basé à Bonn, en Allemagne. Cette certification garantit aux consommateurs des pays riches qui achètent ces produits que les conditions de production et de rémunération des travailleurs sont exemptes de reproche. Par exemple, les fabricants doivent garantir à leurs ouvriers des salaires décents, la liberté syndicale, des conditions de travail respectant un minimum d'hygiène et de sécurité... Les négociants, eux, doivent payer aux agriculteurs un prix leur permettant de couvrir les frais de production et d'assurer leur subsistance. Enfin, il existe des normes spécifiques à chaque produit basées notamment sur la qualité et le respect de l'environnement. Le système de certification ISO 65 concerne principalement des produits alimentaires bruts ou transformés dont le sucre, les bananes, le café, le thé, le cacao, les jus de fruits, le miel et le riz. Il est validé dans 14 pays d'Europe et d'Amérique du Nord auxquels s'ajoute le Japon. Pour délivrer son cachet, la FLO travaille avec un réseau d'inspecteurs indépendants qui visitent régulièrement toutes les exploitations (300 organisations de production dans 40 pays), ainsi que les bureaux des négociants. Au-delà de la certification, ces inspecteurs analysent les marchés et aident les producteurs du Sud à bâtir une politique de marketing conforme aux attentes des consommateurs du Nord. L'action de la FLO, qui permet de rassurer les consommateurs sur la notion de "commerce équitable", lui a valu le dernier Prix du roi Baudouin de Belgique, doté d'un chèque de 150.000 euros qui sera remis en mai prochain à Bruxelles. (MFI, le 14 mars 2003)

Mondialisation

Transfert d'emplois vers les pays émergents

588.000 emplois seront perdus par les Etats-Unis d'ici à 2005 au profit des pays émergents comme l'Inde, la Chine, les Philippines, la Corée, le Mexique, le Maroc, Maurice ou Madagascar. Conséquence directe de la mondialisation, les délocalisations d'emplois s'accroissent. Phénomène nouveau, il ne s'agit plus seulement des emplois de sous-traitance dits "emplois tournevis", mais de postes qualifiés : développement de logiciels, architecture, expertise financière et même recherche et développement. La tendance ira en s'accroissant. En 2015, estime la société d'études américaine Forrester Research, ce sont 3,3 millions d'emplois qui auront "migré" vers les pays émergents. (MFI, le 14 mars 2003)

MADAGASCAR

Lecture publique

L'engagement de la Fondation Hachette et de Trait d'union France-Madagascar

La Fondation Hachette, en collaboration avec le Service de coopération et d'action culturelle (Scac) de l'ambassade de France et l'association "Trait d'union France-Madagascar", va créer vingt centres de lecture, d'information et de culture dans les principales villes de Madagascar. Coût de l'opération qui s'étalera sur deux ans : 60.000 euros. La Fondation Hachette fournira notamment les fonds documentaires, les matériels d'animations et soutiendra les initiatives originales dans le domaine de l'animation culturelle. L'association "Trait d'union France-Madagascar" apportera une partie des fonds bibliothécaires du Clic ; elle s'est en effet

spécialisée dans la récupération des stocks de livres invendus auprès des éditeurs. Contact : www.fondation-hachette.org

Contre la famine dans le Sud Solidarité interne !

Les 12 et 13 avril 2003, un téléthon organisé au Palais des Sports d'Antananarivo à l'initiative du ministère de la population a permis de recueillir la somme de 50.000 euros environ. Ces fonds seront utilisés pour venir en aide à quelque 600.000 personnes menacées de famine dans le sud de la Grande Ile. Des opérations du même genre se dérouleront dans d'autres villes. Un compte a également été spécialement ouvert pour cette opération : BTM BOA Antaninarenina (compte n° 05000/1560030008)

RODRIGUES

Syndicalisme

La R.P.S.W.U. s'engage dans le développement social et économique

Dans le cadre de l'autonomie, Rodrigues structure encore plus sa société civile déjà bien organisée. A l'issue d'un récent atelier de travail organisé par la Rodrigues Public Service Workers Union (R.P.S.W.U.), en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert Stiftung et la Mauritius Labour Congress, un certain nombre de résolutions ont été prises. Et notamment de soutenir la création d'un Comité économique et social car, "dans la perspective de la globalisation, la participation de chaque partenaire de développement semble être indispensable". D'autre part, les participants au séminaire seront appelés à mutualiser leurs expériences dans le cadre de l'ouverture programmée du centre pour l'éducation des travailleurs. Enfin, l'atelier s'est prononcé pour l'engagement des organisations syndicales, à travers la formation et l'information, dans la lutte contre l'alcoolisme et le sida "qui empêchent les travailleurs de donner le meilleur d'eux mêmes".

LA REUNION

Vie associative

Le G.I.P.H. rassemble 820 personnes handicapées pour une meilleure mobilité

Depuis 1976, Le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées (G.I.P.H.) se bat pour développer la mobilité des personnes handicapées. Ses 810 adhérents ont bénéficié, l'année dernière, de 107.000 courses en mini-bus. Une augmentation de 30 % par rapport à 2001 qui montre combien les personnes handicapées, pour peu qu'on leur en donne les moyens, aspirent à se déplacer dans le confort et la sécurité. C'est pour améliorer cette mobilité que le G.I.P.H. a développé l'année dernière un service qui a réalisé 220 accompagnements pour une meilleure prise en charge de la personne handicapée. Cependant, le G.I.P.H. qui a redressé sa situation financière est aujourd'hui confronté, comme beaucoup d'associations, à la question de la pérennisation des emplois aidés par l'Etat. Lesquels permettent de rendre un meilleur service aux adhérents de l'association

Economie sociale et solidaire

Les associations montrent leur savoir-faire

Le Mouvement des chômeurs Panonnais (Bas-Panon est une petite ville de l'Est de l'île), très engagé dans la lutte contre le chômage, organisait le week-end dernier une kermesse de l'économie sociale et solidaire. Un week-end consacré à la valorisation des savoir-faire qui se développent dans le cadre de ce secteur de l'économie non marchande. Vendredi 28 mars 2003 était consacré à la réflexion et au débat au cours desquels se trouvaient l'emploi et la volonté de bon nombre de jeunes d'en finir avec le chômage et l'exclusion. Il a été évoqué l'union des associations pour fédérer les énergies, la création d'un fond de solidarité ouvert aux associations en difficulté et la révision de certains modes de financement. Les associations de l'économie sociale et solidaire interviennent dans des secteurs où l'économie marchande ne s'exprime pas ou très peu pour des raisons de non rentabilité : défense de l'environnement, aides à la famille et aux personnes, sport et culture... Elle est, comme l'a souligné Jocelyne Lauret, vice-présidente de la Région Réunion financeur notamment des emplois verts, "très importante pour l'île" et permet de satisfaire des besoins, tout en constituant un gisement de nouveaux emplois.

SEYCHELLES

Francophonie

Les anciens parlementaires forment leur association

Une Association des anciens parlementaires des Seychelles vient de se constituer à l'initiative de l'Assemblée nationale et à la demande de l'Association des anciens parlementaires francophones. Le but de la nouvelle

association est, entre autres, d'unir tous les anciens parlementaires attachés à la défense des intérêts de la Nation dans une même démarche de défense de la démocratie et de la défense des intérêts moraux et matériels des anciens parlementaires. L'association s'engage aussi à défendre et à promouvoir les intérêts de l'espace francophone. A peine formée l'association est invitée à participer à l'assemblée constitutive de l'Association internationale des anciens parlementaires francophones prévue à Paris le 25 avril prochain dans les locaux du Palais Bourbon où siège l'Assemblée nationale française.

UNION DES COMORES

Déclaration de la Fédération Comorienne des Droits de l'Homme La crise persiste !

Dans une déclaration en date du 14 avril 2003, la Fédération Comorienne des Droits de l'Homme (F.C.D.H.), sous la signature de son président Ahmed Mohamed Allaoui, s'inquiète de la situation dans l'Union des Comores et lance un appel à la communauté internationale.

“Cela fait un an que les exécutifs des Iles Autonomes et de l'Union des Comores ont été mis en place dans le but de mettre un terme à la crise comorienne qui a trop duré.

Or, force est de constater avec amertume que la crise persiste encore par un manque de volonté politique de sortir de cette impasse mettant en cause les Accords de Fomboni du 17 février 2001 et ceux de Paris novembre 2002, sous prétexte de conflit de compétences entre les pouvoirs concernés.

Cette situation d'incompréhension engendre des conséquences fâcheuses mettant en péril les perspectives d'avenir de l'archipel des Comores, tant sur le plan politique, économique que social.

Sur le plan politique

- La pérennisation d'une instabilité politique qui pourrait entraîner le retour du mercenariat ;
- la prolifération permanente des atteintes graves aux Droits de l'Homme et aux libertés démocratiques (suspension de la Justice à Anjouan, détention du ministre de l'Intérieur de l'Ile Autonome de la Grande Comore, monsieur Cheik Ali Bacar sans procédure judiciaire...);
- la dégradation de l'image des Comores vis à vis de la Communauté Internationale.

Sur le plan économique

- les indicateurs économiques du pays sont au rouge. Ce qui accentue la pauvreté, la misère et la montée exponentielle du coût de la vie ;
- absence d'une politique économique et de développement durable ;
- suspension des investissements et des appuis internationaux en faveur des Comores.

Sur le plan social

- l'éternisation de la crise d'identité et de méfiance entre les Comoriens ;
- la montée vertigineuse de la délinquance juvénile ,
- la dégradation des services sociaux de base (éducation, santé...).

Face à cette situation de crise persistante, la F.C.D.H. :

- Lance un vibrant appel à la conscience nationale et plus particulièrement à la classe politique dirigeante pour dépasser leurs intérêts partisans et pour faire preuve de patriotisme et de civisme dans l'intérêt général de la nation pour éviter l'abandon fatal du pays par la communauté internationale. Le peuple comorien, dans son ensemble rend responsable les autorités politiques de l'Union comme celles des Iles Autonomes sur le devenir de l'archipel qui risquerait de connaître la "somalisation" comme l'a souligné l'Ambassadeur de France aux Comores dans le Journal ALFAJR N° 39/40 du 15 mars 2003.

2 -Demande à la Communauté Internationale de multiplier les pressions auprès des autorités concernées pour parachever le processus en cours notamment l'organisation des élections législatives libres, démocratiques et transparentes qui définiront les compétences de chacun des pouvoirs avec l'implication effective de la société civile dans tout le processus électoral, seul gage de la reconquête de la confiance vis-à-vis de la communauté internationale et de la relance économique du pays”.

MAURICE

**37ème Congrès régional du Lions Club
Lutter contre la cécité et la toxicomanie**

Le 37ème Congrès régional du Lions Club s'est déroulé les vendredi 4 et samedi 5 avril 2003 à Maurice. Une vingtaine de clubs de l'Afrique de l'Est et du Sud-Ouest de l'Océan Indien, sur un total de 35 clubs, étaient représentés (Madagascar, Mayotte, La Réunion, Maurice, Rodrigues et Djibouti). Les débats ont permis une large information sur les activités et les réalisations du Lions Club. Les clubs de la région sont intervenus, à partir du fonds de la Fondation Internationale des Lions Club, dans les domaines de la lutte contre la cécité et la toxicomanie. Ils sont également venus aide aux victimes de catastrophes naturelles. Les congressistes ont enfin défini les objectifs pour l'année qui vient. Les motions et résolutions du congrès seront présentées au congrès multidistrict 403 qui se tiendra fin avril à Libreville, au Gabon.

Le bulletin édité par la Fédération Communautaire de l'Océan Indien (F.C.O.I.) et Le centre de ressources Ville et Hauts est celui du développement local, de la coopération régionale associative et du développement durable.

- Vous voulez parler de vos activités, nos colonnes vous sont ouvertes - Envoyez vos informations à matera@guetali.fr
- Vous voulez que des organisations amies reçoivent ce journal, vous pouvez soit leur transmettre ce numéro, soit nous communiquer leurs coordonnées
- Vous voulez vous désabonner, prière de nous le faire savoir

Le bulletin de Liaison des acteurs du développement de l'Océan Indien " Echo-Développement "

Directeurs de la publication :

Françoise Wong-Pin, Directeur du Centre de Ressources
Paul Hoarau, Président de la F.C.O.I.

Ce bulletin de liaison est diffusé via courrier électronique

Comité de Rédaction :

Réunion : Paul Hoarau, Françoise Wong-Pin
Maurice : Ram Nookadee
Comores : Sitti Tafrija Sambaouma
Mayotte : Saïd Omar Oili
Seychelles : Mira Savy
Rodrigues : Ruy Karl Allas
Madagascar : Jean-Michel Razafindramanana

Si vous souhaitez en être destinataire, veuillez contacter :
Agence Presse Océan Indien - E-mail : matera@guetali.fr



Cette publication a été réalisée grâce à la participation du Fonds Social Européen.